

GIS « Participation du public, décision, démocratie participative »

Colloque

Chercheur.es et acteur.es de la participation
Liaisons dangereuses et relations fructueuses

**Les origines sociologiques de l'association de la participation citoyenne à l'expertise
scientifique dans les projets d'aménagement au Québec**

Présenté par

Dominique Morin

Alexandre Dugré

Université Laval

Mars 2015

Résumé

Nous proposons une genèse intellectuelle de la valorisation de la participation citoyenne au Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ) autour du sociologue Gérard Fortin. C'est en effet à la suite de l'expérience du BAEQ que l'idéal de l'aménagement avec la participation citoyenne a été diffusé au Québec bien au-delà du cercle des sociologues et a commencé à être intégré dans des institutions. Nous montrons comment les positions de Fortin s'inscrivent dans une filiation de sociologues de l'Université Laval qui ont remis en question l'autorité exclusive des experts et des décideurs dans la définition de la manière dont les communautés devraient participer au développement. Le Père Georges-Henri Lévesque fonda d'abord l'École des sciences sociales de l'Université Laval pour former des intellectuels inspirés de la doctrine catholique, mais ayant le courage de porter un regard laïc plus vaste, profond et haut sur la situation du Québec dans le dessein de restaurer l'unité spirituelle des Canadiens français autour d'un nouvel idéal réaliste pour l'action. À la suite de ses études supérieures à l'Université de Chicago, Jean-Charles Falardeau enseigna dans cette École de Laval une sociologie positiviste préconisant des études systématiques des communautés transformées par l'industrialisation et l'urbanisation pour mieux concevoir comment réformer leurs institutions en tenant compte de l'évolution des structures sociales, des modes de vie et des esprits. Son élève Gérard Fortin a quant à lui valoriser par une sociologie positive, critique et engagée la participation des chercheurs et des populations concernées à des pratiques de l'aménagement plus rationnelles et démocratiques.

Summary

We offer an intellectual genesis of the pioneering enhancement of citizen participation in the "Bureau d'aménagement de l'est du Québec" (BAEQ) around the works of the sociologist Gérard Fortin. The ideal of development with citizen participation spread far beyond the circle of sociologists and get institutionalized in Quebec province only after BAEQ's experience. The proposed genesis emphasizes the importance of sociology in the formation of this ideal, showing how Fortin is part of a lineage of sociologists from Laval University who questioned the exclusive authority of experts and decision makers in the definition of how communities should participate in development. Father Georges-Henri Lévesque founded the School of Social Sciences at Laval University to train and inspired intellectuals from the Catholic doctrine, with the courage to bring a more "broad, deep and high" secular perspective on the situation in Quebec for the purpose of restoring the spiritual unity of French Canadians around a realistic ideal for action. Following his graduate studies at the University of Chicago, Jean-Charles Falardeau taught at Laval University positivist sociology advocating systematic studies of communities transformed by industrialization and urbanization needed to design reform of the institutions following the evolution of social structures, ways of life and mentalities. His student Gérard Fortin has meanwhile promoted by his positive and critical sociology the enhancement of the participation of scientists and people in more rational and democratic practices of development.

Les origines sociologiques de l'association de la participation citoyenne à l'expertise scientifique dans les projets d'aménagement au Québec

Le chercheur qui est appelé à jouer en démocratie un rôle d'expert, de conseiller, de critique ou de spectateur-commentateur des débats peut également promouvoir la participation des citoyens qui n'ont pas son statut dans des rôles semblables aux siens. Cette ouverture à la participation sera demandée au nom de la démocratie, de l'examen de l'acceptabilité sociale des projets et de leur amélioration en regard de savoirs différents apportés par les observations et les avis des citoyens se prononçant sur ce qu'ils estiment souhaitable. Ouvrir des espaces de participation élargie peut cependant imposer aux décideurs, et parfois même aux chercheurs directement confrontés, de composer avec des points de vue, des revendications et des contestations qui s'opposent aux avis formulés avec les acquis et la rigueur d'une rationalité scientifique. Au Québec, cette demande politique de participation citoyenne portée par des chercheurs est connue d'expérience depuis le projet pionnier du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), qui en révéla aussi plusieurs difficultés (FORTIN 1971, SIMARD 2005, MASSICOTTE 2008, SIMARD 2009 et GODBOUT 2014).

Entre juin 1963 et juin 1966, le BAEQ réalisa la première et la plus grande opération d'aménagement avec participation de la population de l'histoire du Québec. La mémoire trouble de cette expérience marque encore le champ des études urbaines et régionales, les politiques de développement territorial et la mémoire collective dans l'Est du Québec. L'expérience du BAEQ était d'une ampleur exceptionnelle pour ce qui est de la dimension du territoire à aménager, qui correspondait approximativement aux deux régions administratives actuelles du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine, comptant alors 213 municipalités et une population dispersée de 325 000 habitants, principalement ruraux. Ces régions les plus pauvres de la province de Québec avaient été désignées par le gouvernement Lesage comme territoire-pilote d'un aménagement du Québec qu'il fallait commencer en zone prioritaire. Dans chaque localité, la population devait élire un comité de travail chargé de définir une « tranche locale » de plan d'aménagement destinée à être intégrée dans le plan directeur régional des chercheurs du BAEQ. Ce projet pilote devait initier une pratique de l'aménagement en rupture avec l'irrationalité du patronage des gouvernements précédents : où les choix

seraient fondés sur une connaissance scientifique du territoire; où la planification viserait la correction des inégalités socio-économiques; et où les populations concernées devraient participer à la définition de leur situation et de leurs problèmes, au choix et à l'exécution des projets financés. Cette expérience fut toutefois l'objet de sévères critiques : refus des chercheurs technocrates de discuter de la question politique du développement avec ceux qui revendiquent ou qui contestent; manipulation des populations par de l'animation sociale et de l'information orientée pour qu'elles adhèrent au point de vue des aménagistes; décalage entre la rationalité technicienne de l'aménagement et celle des populations; réduction de la participation citoyenne à de la consultation des élites et à du conditionnement des masses par des stratégies de communication.

L'expérience du BAEQ n'aurait pu avoir lieu et marquer les esprits aussi fortement sans la présence de jeunes chercheurs qui y ont été « engagés » (moyenne d'âge de 28 ans) dans l'entreprise d'une enquête-participation dont la définition ne fut jamais parfaitement arrêtée, claire et consensuelle. Les plus critiques furent d'abord disposés à encourager l'intégration de la participation citoyenne à une planification soucieuse de sa rationalité scientifique, puis enclins à débattre publiquement de la signification à donner à la notion de participation, de la manière d'en organiser la pratique, et de ce qui devait être retenu d'une première expérience en vue d'en concevoir de meilleures. Il est reconnu que la promotion de la participation par des chercheurs au BAEQ avait été inspirée d'expériences étrangères : celles du *community development*, chères à l'aménagiste en chef Guy Coulombe, et celles du Père Lebreton et du mouvement *Économie et humanisme* en France, dont viendrait l'idée d'impliquer des comités locaux dans le travail d'enquête et de planification. Notre exposé est consacré à une troisième origine intellectuelle de cette expérience : la contribution de la sociologie de l'Université Laval à la réflexion sur l'importance et la signification de la participation pour l'aménagement et le développement, depuis la définition du projet d'enquête-participation du BAEQ jusqu'à sa critique.

Dans le cadre de recherches en cours sur les origines et les suites de l'expérience du BAEQ, les archives du Bureau nous ont révélé un conflit ouvert relatif à la participation,

s'étendant du printemps de 1964 à celui de 1966, entre le sociologue Gérard Fortin, ancien étudiant devenu professeur à l'Université Laval, et Guy Coulombe, nommé aménagiste en chef du BAEQ au printemps 1964. Avant d'agir comme conseiller lors de la création du BAEQ et d'y être nommé directeur de la section de la recherche sociologique, Fortin (1971) s'était d'abord fait connaître dans une conférence fédérale en 1961 pour avoir souligné les résistances et les problèmes sociaux qu'entraîneraient des politiques pour presser la modernisation économique de l'agriculture, et pour avoir appelé en conséquence la planification d'un développement régional. Dans une autre intervention publique, en 1963, il avait aussi critiqué la négligence des mentalités, des buts et des savoirs des individus et des familles concernées dans la rationalité technicienne des plans du *community development*. Au BAEQ, Fortin fut le chercheur qui impose la question de la signification de l'aménagement et de la participation pour le développement, ainsi que le premier critique d'une participation réduite à être un moyen de l'aménagement. Coulombe et son équipe traitèrent au contraire la participation des comités locaux comme une action sur la « variable population », par la formation de nouveaux leaders dont on attendait qu'ils conditionnent un consensus dans leur communauté pour que le plan soit accepté et réalisé. Plus idéaliste, Fortin voulait que se tienne une discussion ouverte sur les orientations souhaitables d'une société de demain à instituer avant d'affronter les questions relatives aux moyens d'y parvenir.

Les positions de Fortin au BAEQ, originales pour son époque et toujours d'actualité, font écho à d'autres prises au cours des décennies précédentes par deux de ses anciens professeurs et collègues lavallois. De Georges-Henri Lévesque à Jean-Charles Falardeau et Gérard Fortin, la sociologie lavalloise révisé son engagement dans une recherche positive qui s'ouvre et ouvre la politique québécoise à la participation citoyenne.

Les sociologues lavallois et la participation citoyenne

La suite de notre propos présente une genèse intellectuelle de la position de Fortin au BAEQ, qui souligne l'importance de la sociologie lavalloise dans la remise en question au Québec de l'autorité exclusive des élites, des experts et des décideurs, formulée de diverses manières, qui ont appelé un dialogue démocratique entre la rationalité scientifique et celles des citoyens. Le Père Georges-Henri Lévesque (2011), dominicain

fondateur de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, milita des années 1930 aux années 1960 pour que les sciences sociales soient indépendantes de la doctrine catholique et des pouvoirs politiques. Il poursuivait dans son École la double mission de recréer une unité spirituelle des Canadiens français divisés idéologiquement et d'aider sa société en formant des penseurs inspirés de la doctrine catholique, mais ayant le courage de porter un regard laïc « vaste », « profond » et « haut » sur la situation du Québec transformé par l'industrialisation. Lévesque (2013) s'est aussi engagé politiquement dans la promotion des coopératives de travail non-confessionnelles comme une alternative pour les Canadiens français à la pauvreté et à la soumission des ouvriers sous le libéralisme économique dominé par les anglo-protestants, et à une misère rurale dans l'agriculture de subsistance encouragée par les élites nationalistes et du clergé. Après des études supérieures à Chicago, Jean-Charles Falardeau (2013) préconisa quant à lui l'étude systématique de la société québécoise et de ses paroisses transformées par l'urbanisation et l'industrialisation, comme une condition indispensable pour discerner les orientations d'une action en phase avec leur évolution écologique, morphologique, institutionnelle et spirituelle. Son enseignement insistait autant sur la considération de la liberté et de l'intelligence humaine que sur le réalisme et le doute scientifique qui devait garder le sociologue de franchir la ligne où l'expert qui analyse le changement et conseille le politique deviendrait technocrate. Gérald Fortin (1971) a pour sa part recherché un dialogue démocratique entre les spécialistes des sciences sociales et les autres citoyens. Dans sa conception participationniste de l'aménagement, la sociologie devait contribuer à l'institution d'un symbolisme opposé aux conceptions traditionnaliste, libérale, radicale et technocratique de la société.

Le Père Georges-Henri Lévesque

Né en 1903 et mort en 2000, le Père Georges-Henri Lévesque est celui qui a intégré dans l'Université québécoise les recherches sociales à caractère scientifique, et il est également reconnu pour ses prises de position intellectuelles opposées au gouvernement et aux autorités du clergé comme un précurseur de la Révolution tranquille. Le choix de ce dominicain de se rendre en France pour faire des études supérieures en sociologie durant la Grande Crise était motivé par le constat de nouveaux enjeux liés à l'industrialisation du

Québec que l'Église et sa doctrine sociale n'étaient pas prêtes à affronter. Il revient au Canada en 1933 pour enseigner les traités de la Justice et de la Charité ainsi que la philosophie économique au collège dominicain d'Ottawa; il devient professeur à l'Université de Montréal en 1935; puis il fonde l'École des Sciences sociales de l'Université Laval en 1938, qui deviendra une faculté cinq ans plus tard.

D'esprit thomiste, sa faculté des sciences sociales proposait une formation de base commune aux étudiants de toutes les disciplines, combinant une approche positive et laïque pour étudier la société à la doctrine catholique pour agir sur celle-ci. Les étudiants y étaient appelés à participer à la vie politique entre citoyens égaux, en y assumant trois devoirs que le Père Lévesque enseignait aux jeunes intellectuels canadiens-français : préciser l'idéal, le faire aimer et se consacrer à sa réalisation. « L'intellectuel est citoyen, et est-il besoin d'ajouter, le citoyen le plus averti, le plus éclairé, le plus puissant aussi parce que le plus intégralement humain. De ce fait ressort pour lui un troisième et dernier devoir : payer de sa personne dans la réalisation de l'idéal qu'il a précisé et fait aimer. » (LÉVESQUE, 2011 : p.89)

Si le Père Lévesque pouvait prêcher que « Dieu est le plus grand sociologue », les sociologues formés à son image devaient aussi être des intellectuels parmi les citoyens. Indépendant de toute doctrine morale ou politique, le sociologue lavallois avait pour vocation de produire une connaissance qui accroît l'efficacité technique du service social et le réalisme de la recherche des fins et des normes par la philosophie sociale. Pour Lévesque, « avoir l'esprit assez large pour saisir toute la société, pour comprendre toute la vie sociale, pour embrasser tout l'ordre social » devait aussi servir la culture du « sens social » par lequel le chrétien « porte dans sa tête et dans son cœur, bien plus que sa pauvre personnalité, bien plus que sa famille, que sa patrie même, l'humanité. » (LÉVESQUE, 2011 : p.245-246) En outre, la sociologie devait apporter la « largeur » du regard qui manquait aux fanatiques et aux partisans dans la compréhension des problèmes sociaux qu'ils envisageaient sous une seule perspective, la « profondeur » dans la connaissance du présent en vue d'en étudier les virtualités, et la « hauteur » de l'esprit s'élevant vers une vision du bien commun. Avant l'essor de l'idée du développement, le Père Lévesque engageait déjà les sciences sociales à étudier la société dans sa globalité, à

porter le regard sur les problèmes sociaux, à en instruire la réflexion sur l'idéal, à approfondir l'examen des alternatives pour une action catholique, et à cultiver le sens social élevant le débat politique à la recherche d'un bien commun.

La promotion des coopératives de travail non confessionnelles par le Père Lévesque (2011 et 2013) était cohérente avec sa promotion de la sociologie. Il affirmait que l'Église n'avait plus à contrôler les activités des coopératives de travail et à restreindre l'accès à ces entreprises démocratiques de plus en plus nombreuses, pourvu que les valeurs chrétiennes universalistes continuent d'y orienter les décisions. Ces coopératives devaient être un moyen de sauver l'esprit catholique de la nation canadienne-française : elles devaient contribuer à l'adapter aux nouvelles réalités sociales et économiques du Québec par la diversification des formations ; et elles devaient encourager le dépassement civique d'un nationalisme xénophobe, de l'esprit de clocher et de l'individualisme familial des Canadien-français. Le Père Lévesque proposait ainsi un nouveau modèle économique qui se voulait efficace tout en demeurant fidèle aux valeurs catholiques qu'il ne voulait pas confondre avec celles du nationalisme. Pour que les Canadiens français participent à la modernisation dont ils subissaient les contrecoups, il fallait former leur relève intellectuelle à la libre recherche d'une unité dans l'idéal, renouveler son regard sur la société en l'abordant comme un objet de science positive et d'action catholique, et engager tous les groupes de la société dans à travailler ensemble à la réalisation d'un bien commun.

Jean-Charles Falardeau

Jean-Charles Falardeau, né en 1914 et mort en 1986, a fait partie des premiers étudiants formés dans la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Son œuvre répond en sociologue à l'appel à l'unité lancé par le Père Lévesque aux jeunes intellectuels canadiens français. Falardeau (1974a et b) s'est en effet montré particulièrement critique du manque de rigueur et des intransigeances des intellectuels qui l'ont précédé et de ceux qui l'ont suivi. De 1941 à 1943, sa formation lavalloise est complétée par des études supérieures en sociologie à Chicago, sous la direction d'Everett C. Hughes qui avait bouleversé sa vision du Québec et de la nation canadienne-française que *French Canada in transition* révélait transformée par l'urbanisation de l'ère industrielle s'étendant sur

tout le continent. De retour à Québec, Falardeau devint professeur à l'Université Laval en 1943 et organisa en 1952 un séminaire marquant sur l'impact de l'industrialisation au Québec. Il écrivit sur cette période de sa carrière que la sociologie québécoise commença avec son entrée en poste à l'Université Laval, « dans le cheval de Troie de la Faculté rajeunie, [...] sous les traits d'une émigrante américaine, [qui] obtient un visa de séjour permanent à condition de ne pas révéler sa véritable identité de descendante de Durkheim, Weber, Marx et Comte » (FALARDEAU, 1974a : p. 165). Dans le refus du misérabilisme canadien-français, de l'autoritarisme et du traditionalisme du gouvernement de Duplessis, Falardeau (1964) présentait l'Université comme un laboratoire de pensée libre pour agiter des idées nouvelles, et comme un mouvement social pour améliorer en rigueur et en objectivité la connaissance des conditions des êtres humains et des significations les plus stimulantes de leur destin.

Falardeau enseignait que la sociologie devait être centrée sur « l'individu humain soumis à une forme donnée de civilisation, et membre d'une société et de groupements divers » (FALARDEAU, 2013 : p.42), qui demeurait d'abord pour lui l'homme d'une philosophie morale catholique reconnaissant « la rationalité et la liberté humaines » déterminant sa place « dans la hiérarchie de l'univers créé » (FALARDEAU, 2013 : p.21). Le sociologue idéalisé par Falardeau devait donc tendre vers une compréhension approximative des comportements de l'homme dans la nature « en tant que membre agissant dans une pluralité de cadres sociaux », et demeurer attentif à « l'ensemble des interprétations qu'il donne de ses devoirs et de ses obligations » et à « l'ensemble des privilèges et des droits objectifs que la société lui reconnaît en tant que membre » (FALARDEAU, 2013 : p.42). Le « foyer central de l'inquisition sociologique » devait être les institutions dont l'évolution pouvait être orientée par une conscience politique autonome, mais la compréhension de ces dernières devaient en même temps tenir par le haut, « au plan de phénomènes culturels et spirituels », autant que par le bas, « au plan des phénomènes biophysiques » (FALARDEAU, 2013 : p.43), et viser « chaque société globale comme un tout informé par une civilisation qui est elle-même le résultat d'une évolution historique, et organisé par une structure qui en constitue l'armature. » (FALARDEAU, 2013 : p.42.) Les sociologues formés par Falardeau devaient parvenir à scruter leur horizon de connaissance au niveau d'un « stade méthodologique » atteint « lorsque ceux-ci auront reconnu et rendu

explicites les prémisses fondamentales (jugements de valeur concernant l'homme) sur lesquelles s'appuie leur discipline » et que « leurs techniques actuelles d'investigation auront été non pas tant raffinées qu'appliquées plus systématiquement en fonction de "problèmes" suggérés par des questions ou des hypothèses en dépendance étroite et logique avec leur théorie générale. » (FALARDEAU, 2013 : p.22-23.) Concrètement, une sociologie rigoureuse devait selon lui emprunter les sentiers de la sociographie de cas, en collaboration avec les spécialistes des autres sciences humaines, pour parvenir à une riche reconstitution de types sociaux préalables à l'élaboration d'une sociologie théorique visant des généralisations réalistes.

La posture magistrale de Falardeau fut celle d'un enquêteur, analyste et théoricien dont les constats rétrospectifs débouchaient sur une réflexion prospective visant à élucider les conditions du changement. Sa manière d'être artisan de la reconstitution d'un *Nous* collectif québécois consista d'abord à le penser comme une société globale en mutation, dont la diversité des régions, des groupements et des citoyens devaient se reconnaître membres actifs. Cette pensée se fondait sur une critique des représentations idéalisées du passé et du présent qui détournaient le débat politique et l'action d'une prise de conscience de l'évolution de leurs cadres territoriaux, institutionnels et spirituels. En s'appuyant sur ses recherches sur la ville de Québec, le logement et les familles ouvrières, Falardeau recommanda dans les années 1940 l'aménagement de meilleures conditions de logement dans les quartiers d'ouvriers où affluaient les ruraux allant gagner leur vie à l'usine, et la distribution d'allocations familiales prélevées sur les impôts nationaux aux pères et aux mères de jeunes enfants appauvris à chaque naissance.

Falardeau réinterprétait les vertus de sens social et de largeur, de profondeur et de hauteur du regard cultivées chez les sociologues lavallois. Avant que les sociologues s'engagent dans les projets d'aménagement, il proposait l'élargissement de l'analyse territoriale à celle d'une société globale en mutation. Il y encourageait l'approfondissement d'une compréhension des conditions de vie, des activités et des manières de penser des membres de cette société et de leurs groupements, comme une condition nécessaire pour concevoir les transformations en cours de leurs rôles, de leurs fonctions et de leurs relations. La hauteur d'une pensée du bien commun et le sens social prenait chez lui une

tournure magistrale. Lorsqu'il s'adressait à ses concitoyens et les prenait pour objet, il s'imposait de les considérer comme des personnes libres et rationnelles appelées à participer à la définition de leur destin dans une forme donnée de civilisation, et il partageait pour cette raison son expertise avec eux d'une manière propre à ouvrir une réflexion collective sur les orientations à poursuivre dans l'action. Pour lui, offrir un portrait juste et actuel de la société québécoise, de son territoire ainsi que de ses institutions était préalable à la définition de réformes réalistes. Sa vision sociologique devait mener à une prise de conscience des défis pour le Québec dans une représentation de la société attentive à la diversité de ses milieux sociaux et aux variations géographiques de leurs transformations dans la civilisation industrielle et individualiste américaine. Ses analyses situant les transformations des paroisses dans la dynamique métropolitaine du développement des villes industrielles préfigurèrent l'essor des analyses régionales dans les années 1960.

Gérald Fortin

Gérald Fortin, né en 1929 et décédé en 1997, connaîtra un parcours où les engagements intellectuels, la recherche et la participation politique évolueront en tension jusqu'à leur harmonisation au lendemain de l'expérience du BAEQ, dans un projet de sociologie *participationniste*.

Nouvel étudiant à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, il souhaitait d'abord y étudier en relations industrielles dans le but de lutter pour la classe ouvrière, avec l'objectif de consolider une idéologie ouvriériste catholique encore trop fragmentaire à opposer au nationalisme canadien-français, ruraliste et anti-ouvrier. Le Père Lévesque le convaincra finalement de s'inscrire en sociologie. Fortin écrira en 1971 que le virage positif donné à l'enseignement de la sociologie par Falardeau présentait un certain attrait, mais laissait sa soif d'engagement et d'idéologie presque totalement inassouvie. Après des études de doctorat en sociologie positive à Cornell, où Marx devenait un aseptique homme de science, il revenait à Laval comme chercheur en 1956 avec l'intention de faire de la recherche en usine.

Il accepta alors d'enquêter pour une association de compagnies forestières sur la grande mobilité de travail des bûcherons. Cette étude le remit en contact avec la dureté du milieu rural de son enfance n'ayant rien à voir avec les beaux discours nationalistes des universitaires montréalais sur le milieu rural, et les observations des sociologues de l'école de Redfield et du continuum *folk-urban*. Jusqu'en 1961, année où il devint professeur à l'Université Laval, les recherches empiriques de Fortin s'attaquèrent au mythe d'un monde rural homogène, agricole et organisé en paroisses, dont les habitants demeureraient attachés au mode de vie traditionnel par lequel chaque famille pourrait subvenir à ses besoins. Ses publications présentaient plutôt un regard large et profond sur les difficultés d'une diversité de milieux ruraux bien situés dans la géographie du Québec, depuis longtemps ouverts sur le monde de l'industrie et de la consommation de masse, où l'agriculture de subsistance n'existait pratiquement plus, et où des comportements individualistes ou motivés par les raisons économiques du travailleur industriel et du consommateur urbain bouleversaient une vie sociale déstructurée par la mobilité de travail, et en train de se recentrer sur le village et sur le centre urbain régional. Le contact avec le dynamisme, les problèmes et les besoins du monde rural québécois ravivèrent le désir d'action de Fortin. Ses conclusions interpelaient de haut les compagnies forestières, les élites rurales inquiètes et ses collègues pour la création d'une nouvelle conception du mode de vie rural en phase avec les aspirations des populations.

À la conférence canadienne de 1961 sur *les ressources et l'avenir*, précédant la législation ARDA qui allait financer le BAEQ, Fortin fit un plaidoyer remarqué pour une planification qui « doit tenir compte de toutes les ressources économiques disponibles dans la région et aussi, sinon plus, de toutes les caractéristiques sociologiques de la population de cette région » en vue d'orienter un aménagement qui inclut aussi « une redistribution de la population de ce territoire, une réorganisation des institutions qui s'y trouvent et une transformation du système socio-culturel de la population. » (FORTIN 1971 : p.165.) Ce développement régional devait également comporter des mesures pour faciliter l'adaptation des cultivateurs et de leur famille qui émigrent en ville, pour leur donner accès à un apprentissage accéléré de nouvelles occupations, et pour aider la réorganisation des communautés urbaines qui les accueillent. Il devait enfin s'accompagner d'un vaste programme de recherches englobant tous les aspects du

problème de l'aménagement régional. À la conférence sur le *community development* de 1963, son intervention insistait sur l'importance de connaître les mentalités des populations aidées pour concevoir des plans efficaces qui reflèteraient les buts de la communauté, ainsi que sur la nécessité que la population puisse comprendre sa situation et ses problèmes, pour qu'elle apprécie les solutions proposées dans de plan et qu'elle puisse y apporter des adaptations. Le projet d'une enquête-participation présenté en mai 1963 au gouvernement du Québec pour la création du BAEQ ajoutait à ces exigences qu'une équipe d'animateurs puisse entraîner la participation des résidents des milieux ruraux à la détermination du plan le plus efficace pour que le devenir de la région s'aligne sur une conception rationnelle de ce qu'elle devrait être. Le projet du BAEQ propose alors de moderniser l'économie et les communautés désorganisées de sa région d'aménagement en s'appuyant sur une connaissance scientifique du territoire, de ses ressources, des populations locales et de leur organisation sociale, ainsi que sur une mobilisation de ces populations considérée nécessaire à l'implantation de nouveaux modèles économiques plus efficaces.

À l'automne 1964, Coulombe sommait les sociologues du BAEQ d'agir en experts auxiliaires d'un aménagement axé sur la modernisation économique à défaut de pouvoir lui fournir une théorie sociologique du développement. Fortin, alors directeur de la section de recherche sociologique, imposa plutôt à sa science sociale le « rôle normatif » de « prédire l'évolution de la société rurale et d'orienter les programmes d'action » sur « la société régionale globale qui doit être changée pour devenir fonctionnelle dans la société moderne globale » (FORTIN 1971 : p.194 et 195). Il écrivit plus tard que vouloir que la sociologie puisse définir les buts du développement était succomber à une tentation de technocratisme dans l'ambiguïté d'une revendication de la participation pour les sociologues plutôt que pour la population, contre un monopole du pouvoir des avocats et des ingénieurs en aménagement. Au terme du BAEQ, son bilan attribuera à la sociologie la responsabilité d'avoir affirmé la réalité incontournable de la démocratie comme valeur et comme idéal à réaliser par l'aménagement, comportant un travail d'animation sociale, d'éducation et d'institution de nouvelles structures politiques de participation.

Il présenta aussi la période exaltante de sa participation à l'expérience du BAEQ comme celle de sa redécouverte de la liaison entre idéologie et sociologie, de la nécessité de l'engagement du sociologue pour renouveler la sociologie elle-même et de sa conviction que la sociologie ne pourra devenir scientifique que lorsque plusieurs sociologies engagées auront creusé chacune à sa façon le dédale complexe de la société. L'effort particulier de sa sociologie fut de rompre avec une démarche positive qui se coupe de la vie sociale en ne voulant qu'expliquer, pour contribuer à l'institution d'un symbolisme de la participation devant rompre avec l'état de situation actuel en trouvant les mots pour dire la société de demain que l'on souhaite. Nous y voyons clairement une expression particulière du sens social, qui valorise dans une conception sociologique du développement social l'épanouissement des groupes sociaux et des personnes dans le travail créatif, le sport, la culture et la vie politique. Selon cette posture, le développement ne peut être efficace sans tenir compte des valeurs et des ambitions des personnes touchées par les projets. Pour Fortin, l'épanouissement des groupes sociaux et la réforme de leur organisation sociale pour le développement de leur région était à initier en définissant ce développement en dialogue avec eux. Le rôle du chercheur dans cette démarche de développement devait consister à donner les outils nécessaires aux collectivités pour qu'elles en deviennent maîtres chez elles, notamment en les aidant à déterminer ensemble les mots qui conviennent pour formuler leurs volontés et les intégrer dans les prises de décision.

L'espace de ce texte ne permet que d'évoquer, à titre illustratif, ses principales contributions à la construction de ce symbolisme de la participation. Dans les frustrations des derniers mois de l'enquête-participation du BAEQ, Fortin (1971) critiqua l'irréalisme des politiques et de projets revendiqués dans les consultations, ainsi que la « conscience de classe de consommateur » des travailleurs ruraux face à l'État interpellé comme un pourvoyeur de travail, de revenu et de bien-être. Néanmoins, il considéra en théoricien les luttes auxquelles il assistait entre les élites traditionnelles, les nouvelles élites tentées de manipuler les populations au nom d'un savoir rationnel, et des ruraux qui critiquaient leur projet selon leur connaissance du vécu et du quotidien comme une situation opportune pour la création de structures de pouvoir décentralisées et plus démocratiques. En vue d'orienter la planification autrement que par l'application de la théorie des pôles de

croissance, il proposa au BAEQ la représentation d'une régionalisation en cours des activités et de l'identité des ruraux qui devait solidariser les participants au projet de l'aménagement régional : « La région devient ainsi une nouvelle grande ville à densité plus faible, chacun des villages ou des petites villes devenant l'équivalent des quartiers et des banlieues d'une métropole. » (FORTIN 1971 : p.233) Par la suite, Fortin composa un cadre d'analyse des difficultés des conseils économiques régionaux structurés sur une topologie des valeurs de la participation (rationalité, démocratie, coopération, autodétermination, citoyenneté) dans lesquelles il encourageait à s'engager et sur lesquelles devait se fonder la définition de nouvelles structures politiques. Il construisit plus largement un idéaltype de la société de participation pour une réflexion prospective et critique sur son organisation; et il développa pour une importante commission d'enquête sur le développement social (Commission Castonguay-Nepveu) un manifeste détaillant une organisation décentralisée de la participation. Cette esquisse d'organisation prenait soin de distinguer et de séparer entre des structures différentes les participations citoyennes complémentaires sous les modes de la décision, de l'exécution, de la consultation, de l'information, de la recherche et de la contestation. À cela, il faut ajouter les fondations par Fortin de la section Développement de l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de l'Université Laval et du Centre de Recherche Urbaine et Régionale de l'Institut Nationale de Recherche Scientifique destinées à la recherche et à la formation d'une relève pour l'aménagement, dans la reconnaissance de la compétence de différentes disciplines et de différents groupes de citoyens pour le développement.

Conclusion

La genèse sociologique que nous avons esquissée de l'idéal d'une association de la participation citoyenne à l'expertise scientifique mis à l'épreuve une première fois au Québec dans l'expérience du BAEQ, souligne surtout les engagements intellectuels des chercheurs qui y ont travaillé. Il faut cependant insister sur l'importance de cette expérience dans le cheminement de la pensée de Fortin et d'autres participants.

Dans un article de 1982, Fortin revenait sur une difficulté qu'il avait dû affronter à l'époque du BAEQ : celle de repenser une société avec le vocabulaire et la langue d'une société qu'on veut dépasser ou remplacer. Le langage théorique des sciences et le langage

du quotidien qui se rencontrent dans les processus participatifs se prêtent quand même bien au renouvellement. Ils s'y retrouvent toutefois confrontés au défi de s'entendre non seulement sur les termes devant guider l'exécution des projets, mais aussi sur l'interprétation des valeurs auxquelles renverraient ces termes et sur les orientations qui devraient guider les choix devant des événements imprévus qui s'imposent dans une démarche. L'engagement dans l'enquête-participation du BAEQ a très tôt confronté les chercheurs, et particulièrement les sociologues forts en promesses de rationalité et de démocratie, à la difficulté de définir des objectifs d'aménagement et des moyens de les atteindre, ainsi qu'à l'exigence de concevoir la manière et les structures par lesquelles il convenait de définir ces objectifs et leur poursuite avec et pour les acteurs en présence. Bien que fort critiqué et critiquable, l'expérience pionnière du BAEQ aura créé de nouvelles relations de coopération et de confrontation forçant la réflexion de part et d'autre à composer avec de nouveaux symboles servant de repoussoir ou de tremplin pour l'innovation sociale. Pour l'aménagement urbain et régional, la mémoire trouble autour du BAEQ a au moins eu l'intérêt de fournir un contre-exemple pour la formulation de ce que l'on devait viser à l'avenir.

Devant le progrès d'un langage universel de la rationalité dans la conduite des affaires de l'État et des administrations publiques et privées, Fortin soulignait aussi dans cet article de 1982 que le langage de la démocratie participative et décentralisée, toujours propre à une société et difficilement transposable, était encore largement à développer au Québec, ne possédant que peu de symboles sur lesquels s'appuyer. Avec le temps, les expériences participatives et les réflexions de leurs participants qui peuvent acquérir une valeur de symboles pour ce langage sont devenues plus nombreuses. Elles demeurent cependant dispersées et menacées de disparaître dans l'oubli hors d'une histoire constituée qui rende compte de ses progrès de cette démocratie. Notre ouverture de l'étude de la pensée sociologique québécoise à la considération de son implication dans le projet du BAEQ devrait non seulement ébranler positivement la représentation d'une discipline où l'importance des relations de recherche dialogique nous apparaît sous-estimée, mais aussi contribuer à restaurer une mémoire de tentatives et de réflexions suscitées par l'aspiration

toujours actuelle d'une extension de la rationalité et de la démocratie participative au nom du développement.

Bibliographie

FALARDEAU, Jean-Charles

2013 *Sociologie du Québec en mutation. Aux origines de la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 322 pp.

1974a « Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec », *Recherches sociographiques*, XV, 2-3 : 135-165.

1974b « Itinéraire sociologique », *Recherches sociographiques*, XV, 2-3 : 219-227.

1964 *L'essor des sciences sociales au Canada français*, Québec, Ministère des affaires culturelles, 67 pp.

1950 « Personne humaine et société », *Bulletin de la Société de Philosophie de Bordeaux*, V, 25 : 40-43 (manuscrit dactylographié et broché, Bibliothèque de l'Université Laval), 7 pp.

FORTIN, Gérald

1971 *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise HMH, 397 pp.

FOURNIER, Marcel

1987 *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec*, Montréal, Saint-Martin, 240 pp.

GAGNÉ, Gilles et Jean-Philippe WARREN

2003 *Sociologie et valeurs*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 396 pp.

GODBOUT, Jacques T.

2014 *La participation contre la démocratie*, Montréal, Liber, 218 pp.

JUTRAS, Simon

2001 *Le Père Georges-Henri Lévesque*, Montréal, Médiaspaul, 77 pp.

LANGLOIS, Simon

2013 « Jean-Charles Falardeau, sociologue et précurseur de la Révolution tranquille », *Les cahiers des dix*, 66 : 201-268.

LÉVESQUE, Georges-Henri

2013 *La révolution coopérative : Un jalon d'histoire de la pensée sociale au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 266 pp.

2011 *Échos d'une mutation sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 520 p.

1983a *Souvenances (Tome 1), Entretiens avec Simon Jutras*, Québec, Les Éditions La Presse, 368 pp.

1983b *Souvenances (Tome 2) Remous et éclatements, Entretiens avec Simon Jutras*, Québec, Les Éditions La Presse, 307 pp.

1983c *Souvenances (Tome 3) Escales et parcours, Entretiens avec Simon Jutras*, Québec, Les Éditions La Presse, 427 pp.

1948 « Science sociales et progrès humain » dans : Roger-J Bédard (dir.) *L'essor économique du Québec*, p. 228-232.

MASSICOTTE, Guy

2008 *Sciences du territoire. Perspectives québécoises*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 450 pp.

SIMARD, Jean-François

2009 « L'influence du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec dans le développement de l'administration publique québécoise », *Administration publique du Canada*, LII, 3 : 457-483.

SIMARD, Jean-Jacques

2005 *L'éclosion*, Québec, Septentrion, 350 pp.